

Une écologie de l'alimentation



Sous la direction de

Nicolas **Bricas**
Damien **Conaré**
Marie **Walser**

Préface de Claude **Fischler**

éditions
Quæ

Les rôles de la formation et de la recherche

Nicolas Bricas, Stéphane Fournier, Olivier Lepiller, Élodie Valette

Où l'on s'intéresse aux implications d'une écologie de l'alimentation pour la formation et la recherche, et où l'on constate que des changements sont en cours, tant sur les sujets que sur la façon de les traiter. Où quelques pistes sont données pour penser ces évolutions.

Les systèmes alimentaires de demain seront construits et gouvernés par les étudiants d'aujourd'hui. Si de nombreuses réflexions et initiatives pour former au développement durable émergent, la demande est pressante pour que cette évolution s'accélère, notamment de la part des étudiants eux-mêmes (Lebard, 2021). L'enjeu est double : former à la résolution de problèmes de durabilité et former autrement, tant la résolution de ces problèmes exige d'autres façons d'agir que celles qui ont prévalu jusqu'à présent. C'est en ce sens que l'on peut parler d'une formation qui doit se transformer, et donc d'une « trans-formation ».

— Pour une (trans)formation aux systèmes alimentaires durables

Plusieurs études ont récemment analysé la question de la formation à la transition, au sens large de transition écologique et sociale, dans l'enseignement supérieur. Le Campus de la Transition, créé en 2018 par un collectif d'enseignants-chercheurs, d'entrepreneurs et d'étudiants, est un lieu de formation mais également un laboratoire de recherche travaillant « sur de nouvelles pratiques pédagogiques pour enseigner des pensées complexes et des processus de changement systémique ». Pour répondre à une étude commanditée en 2019 par le ministère français en charge de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, ce laboratoire a coordonné un collectif pour « travailler de manière interdisciplinaire à l'élaboration d'un socle commun de connaissances et compétences auxquelles tout étudiant de licence devrait pouvoir avoir accès ». Le résultat de ce travail (Renouard *et al.*, 2020) établit un « parcours » comprenant différentes « portes » qu'un citoyen, un étudiant individuellement ou un programme d'enseignement pourront emprunter : « acquérir une vision systémique pour habiter un monde commun (*oikos*) ; discerner et décider pour bien vivre ensemble (*ethos*) ; mesurer, réguler et gouverner (*nomos*) ; interpréter, critiquer et imaginer (*logos*) ; agir collectivement à la hauteur des enjeux (*praxis*) ; se reconnecter à soi, aux autres et à la nature (*dynamis*) ».

Plus récemment encore, suite à une demande du même ministère, Jean Jouzel et Luc Abadie (2020) ont rendu un rapport détaillant les mesures à prendre pour « faire en sorte que, à brève échéance, 100 % des étudiants sortant de l'enseignement supérieur en formation initiale, aient été formés aux enjeux, voies et moyens de la transition écologique ». Cela passe également par l'établissement d'une matrice de compétences établie en concertation avec les établissements d'enseignement supérieur, en cours de définition.

Quels sont les défis que les formations dédiées à la transformation des systèmes alimentaires doivent relever ? Le Mastère spécialisé® Innovations et politiques pour une alimentation durable (MS IPAD)¹ peut servir d'exemple. Il a été créé en 2011 par Montpellier SupAgro et le Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (Cirad), en lien étroit avec la Chaire Unesco Alimentations du monde. En tant que formation « post-master » ou « post-ingénieur » (bac + 6), il cherche à former des cadres de haut niveau qui interviendront dans des entreprises, des associations, des bureaux d'études, des organismes d'appui, des collectivités locales, des ministères ou des organisations internationales au service de la transformation des systèmes alimentaires. Pour ce faire, cette formation porte différents partis pris :

1. <https://www.montpellier-supagro.fr/ipad>

- elle s'est ouverte dès son origine à des étudiants et à des professionnels ayant des formations et des parcours variés, pas forcément agronomiques, afin d'entretenir, tout au long de l'année, les échanges interdisciplinaires et intersectoriels nécessaires à la transition alimentaire. Les diplômés doivent pouvoir jouer un rôle de pilote d'innovation en animant et en coordonnant des systèmes d'acteurs hétérogènes ;
- elle cherche en permanence à articuler les échelles, du local au global, des initiatives citoyennes territorialisées aux coordinations internationales, en passant par les politiques alimentaires locales, urbaines notamment ;
- elle met l'accent sur une compréhension fine du contexte (à différentes échelles) et sur l'appropriation de méthodes d'évaluation des impacts (en cherchant à agréger les différentes dimensions de la durabilité) ;
- enfin, elle laisse la plus grande place possible aux travaux de groupe, à la participation et aux débats au sein de la promotion et avec les intervenants, mais également au sein de la communauté de diplômés, et à l'acquisition de compétences communicationnelles.

En parallèle, la Chaire Unesco Alimentations du monde anime depuis 2011 un séminaire annuel ouvert à tous les étudiants sur les enjeux contemporains de l'alimentation. Ce séminaire a été créé à la demande de responsables de masters de Montpellier pour redonner un cadre général sur les enjeux de durabilité de l'alimentation aux étudiants très spécialisés et un sens à leur formation. Le séminaire est désormais suivi par les étudiants d'une dizaine de masters en agronomie, en économie, en sciences politiques et sociales, en génétique, en technologie alimentaire, en architecture et urbanisme, etc.

— Pour une recherche reliante

De la même façon que la formation évolue, la recherche se transforme elle aussi, à la fois dans la définition de ses finalités et dans ses modalités de travail. Les réflexions récentes pour construire une « science de la durabilité » fournissent des pistes intéressantes pour penser cette évolution. Sur la base d'une analyse de 1 129 publications se revendiquant des sciences de la durabilité, Julien Blanco et Clémence Moreau (2021) identifient trois piliers fondateurs de la science de la durabilité : comprendre les socio-écosystèmes et leur dynamique ; coconstruire des connaissances entre disciplines et avec des acteurs ; transformer en assumant le caractère engagé de la science de la durabilité au service d'une transformation des rapports des humains à leur environnement. Dans leur plaidoyer pour une science de la durabilité, quatre chercheurs et responsables de l'Institut de recherche pour le développement (IRD) définissent également des pistes pour « chercher autrement » (Verdier *et al.*, 2020). Sur la base de ces réflexions, et en les croisant avec

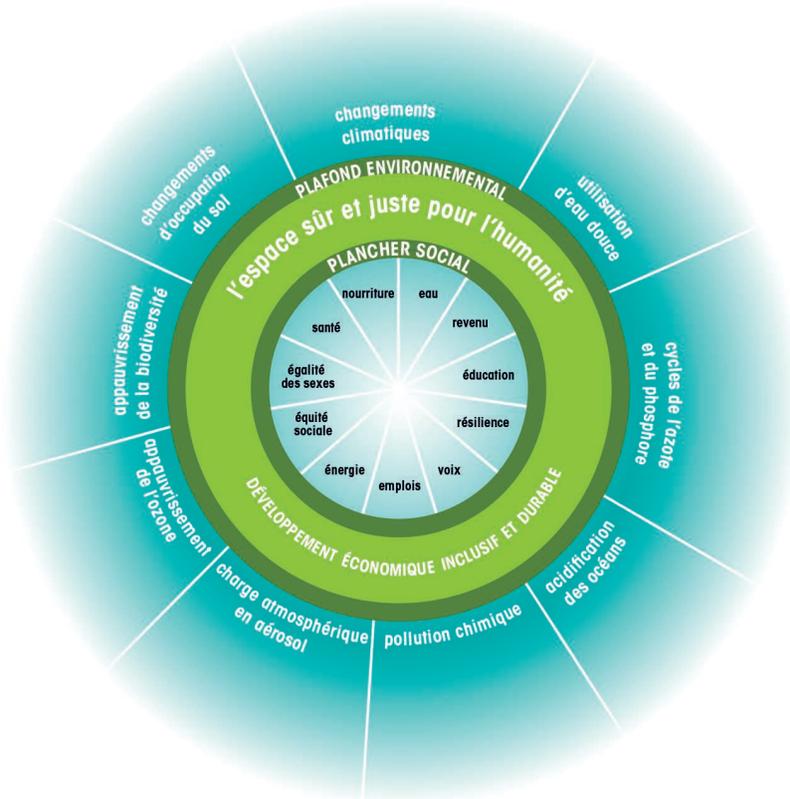
les propositions d'une écologie de l'alimentation, on peut suggérer de rassembler les évolutions actuelles dans la recherche sous l'expression de « recherche reliante ».

Dans la perspective de contribuer à une transformation des systèmes alimentaires, des programmes de recherche orientés vers la résolution de problèmes se multiplient. C'est ce que des établissements comme le Cirad appellent la « recherche finalisée ». Ces programmes se différencient de l'exploration de fronts scientifiques disciplinaires, tout en reconnaissant l'utilité de ces recherches plus fondamentales. Certains projets orientés par des finalités de résolutions de problèmes trouvent toutefois encore difficilement des financements s'ils ne garantissent pas une amélioration de la compétitivité internationale des équipes qui proposent le projet, compétitivité surtout fondée sur l'avancée sur des fronts scientifiques académiques. Construire et conduire des programmes de recherche finalisée signifie assumer une recherche engagée (chapitre 10), dont le but n'est plus seulement l'augmentation des connaissances pour la connaissance, mais pour la résolution d'un problème. Dans la science de la durabilité telle que la propose Olivier Dangles à l'IRD, la problématique générale consiste à envisager un développement des sociétés dans une bande circulaire délimitée d'un côté par les « limites planétaires » (Rockström *et al.*, 2009) et de l'autre par le plancher social « constitué des besoins fondamentaux et des déterminants minimaux du bien-être qui devraient permettre à toutes et tous de mener une vie digne ». Ces deux limites définissent la zone « sûre et juste » en forme de *doughnut* dans laquelle pourrait s'épanouir l'humanité (Raworth, 2012) (figure 21.1)

Une telle perspective de recherche finalisée par la résolution de problèmes exige de faire du lien entre les chercheurs et d'autres acteurs (chapitre 9). La complexité des problèmes à résoudre et la nécessité de tenir compte des effets de solutions possibles sur les différentes dimensions de la durabilité exigent une mobilisation de différentes disciplines. C'est ce que la méthode « Urbal » d'identification des effets d'innovations alimentaires sur les différentes dimensions de la durabilité tente de faire (encadré ci-après sur la méthode Urbal). Si la pluridisciplinarité est souvent une porte d'entrée, la mise en dialogue des résultats ouvre la voie vers une interdisciplinarité (encadré ci-après sur la pluri-, multi-, inter-, disciplinarité). Celle-ci tente le dialogue, dès la conception du programme de recherche, pour aller vers une fertilisation croisée des disciplines, voire, au-delà, vers une transdisciplinarité qui tenterait le dépassement des disciplines. Dans les recherches sur l'alimentation, les espaces interdisciplinaires varient selon les pays. Les pays anglo-saxons développent les *food studies*, sur le modèle des *cultural studies*, alors que les Français privilégient une perspective ouverte à l'interdisciplinarité, mais disciplinairement ancrée, par exemple, dans la socio-anthropologie (Poulain, 2017).

Figure 21.1. Le *doughnut* de Raworth, Oxfam (source : Raworth, 2012).

Les 11 fondations des limites sociales répondent aux priorités des gouvernements définies lors du Sommet de Rio + 20 en 2012 et les « limites planétaires » sont celles définies par Roström *et al.* (2009).



Pluri-, multi-, inter-, transdisciplinarité

Pluri- ou multidisciplinarité : notions équivalentes de juxtaposition d'approches disciplinaires sans chercher particulièrement une interaction entre ces approches. Nombre de projets de recherche divisés en *work packages*, chacun étant disciplinaire, sont des projets pluri ou multidisciplinaires. Chacun publie dans les revues de sa discipline, ce qui correspond d'ailleurs à la demande des institutions d'évaluation de la recherche qui définissent les revues légitimes pour chaque discipline.

Interdisciplinarité : interaction entre disciplines. Elle oblige à un dialogue méthodologique et conceptuel entre disciplines pour tenter une représentation originale de la réalité : physico-chimie, socio-économie, agro-économie sont par exemple des champs interdisciplinaires.

Transdisciplinarité : approche qui dépasse les disciplines, qui tente une nouvelle façon d'analyser avec ses propres méthodes.

L'interdisciplinarité est plus facile à dire qu'à faire. En effet, l'environnement d'évaluation de la recherche tend à privilégier l'excellence académique par l'exploration des fronts de recherche de sa propre discipline plutôt que le dialogue entre disciplines. La Chaire Unesco Alimentations du monde tente depuis 2011 d'organiser des espaces pour faciliter ces échanges. Pour ce faire, elle monte des projets de recherche mobilisant plusieurs disciplines (par exemple le projet Foodscapes sur les paysages alimentaires) dont elle suscite l'interaction en diverses occasions. Par exemple lors de la discussion de résultats de recherche ou lors de la rédaction de documents qui les traduisent en recommandations pour l'action (la série des policy briefs « So What? »). Articuler les savoirs se fait aussi par le biais de rencontres, comme celles organisées chaque année autour d'un thème relatif aux enjeux alimentaires contemporains et qui croisent les regards scientifiques de plusieurs disciplines avec les regards professionnels et artistiques. La Chaire est également attentive à ce que les chercheurs moins visibles dans la communauté scientifique puissent exprimer leur point de vue. Il s'agit des scientifiques travaillant avec moins de moyens ou ayant un moindre accès aux financements, aux réseaux ou aux publications. À cet égard, les colloques organisés sur le thème *Manger en ville* ont donné l'occasion à des chercheurs africains, latino-américains et asiatiques de développer un point de vue « des Suds » sur la problématique de l'acculturation alimentaire liée à l'urbanisation (Soula *et al.*, 2020).

Un exemple d'approche interdisciplinaire et participative : la méthode Urbal

Développée depuis 2018, Urbal est une méthode participative de suivi-évaluation des impacts des innovations alimentaires sur toutes les dimensions de la durabilité. Elle a été conçue par une équipe pluridisciplinaire associant le Cirad et la Chaire Unesco Alimentations du monde à Montpellier, le *think tank* Està à Milan et l'université Wilfrid Laurier à Waterloo, au Canada*. Elle s'inspire d'une part de la méthodologie d'élaboration participative de modèles causaux de situations nutritionnelles (Beghin, 2002) et de la méthode ImpresS développée par le Cirad (Barret *et al.*, 2017). Cette méthode a été expérimentée dans un premier temps sur quinze innovations alimentaires dans dix pays du monde, toutes en milieu urbain, terreau fertile en innovations sociales tant se concentrent en ville les problèmes de durabilité.

L'objectif d'Urbal est d'aider les porteurs d'innovations, les décideurs politiques et les bailleurs en position de les soutenir à mieux connaître, anticiper et évaluer leurs impacts, autrement dit, leurs effets à relativement long terme. Urbal s'appuie sur une évaluation conçue pour être économe en ressources (humaines, temps, argent). Celle-ci est fondée sur le concept de « chemins d'impact ». Elle est qualitative, dans le sens où son objectif n'est pas de quantifier des impacts, mais d'identifier et de représenter, sous la forme de cartes cognitives, ces chemins d'impacts : des chaînes causales qui relient les activités (ce que font concrètement les innovations) à leurs conséquences. Il est nécessaire de distinguer les effets directs (produits, ou *outputs*), de moyen terme (résultats, ou *outcomes*) et de plus long terme (impacts), tout en

identifiant les conditions du passage entre chaque étape. Des conditions de réussite nécessaires ou facilitatrices, des obstacles ou des freins peuvent alors être identifiés. Les impacts finaux se rapportent aux différentes dimensions de la durabilité. Urbal en considère cinq : économie, environnement, socioculturel, santé nutritionnelle et sécurité alimentaire, gouvernance.

La méthode s'organise en trois étapes. La première, fondée sur des entretiens, l'analyse de la documentation disponible et une revue de la littérature scientifique, consiste à caractériser l'innovation en restituant son histoire, en dressant la carte de ses acteurs et en identifiant précisément ses activités innovantes productrices de changements. La suivante est dédiée à l'organisation d'un atelier participatif multi-acteurs destiné à identifier collectivement les principaux impacts et leurs chemins. Elle se prolonge dans une phase d'analyse des données collectées, pour les affiner et les préciser. La troisième étape vise à restituer, faire valider et discuter, dans le cadre d'un nouvel atelier participatif ou d'une réunion, les chemins d'impacts identifiés. Cette troisième étape peut mettre plus ou moins l'accent sur l'une ou l'autre des grandes fonctions d'Urbal : informer le pilotage de l'innovation, la promouvoir, la mettre en réseau, partager son expérience, informer la prise de décision quant à son soutien, ou encore préparer une évaluation quantifiée des impacts. C'est en effet une quatrième étape possible : utiliser Urbal comme base pour une évaluation mesurée. La méthode est alors utilisable pour faire un choix d'indicateurs parmi le grand nombre d'options existantes, ou pour élaborer des indicateurs spécifiques.

Urbal se présente donc comme une alternative aux méthodes d'évaluation quantitatives. Elle est facilement praticable par des innovateurs sociaux disposant souvent de peu de moyens. Les connaissances produites le sont collectivement. L'idée générale étant que la diversité des regards et des expériences des parties prenantes, ainsi que leur confrontation, permettent d'appréhender l'étendue de la gamme des impacts. En resituant cette diversité des impacts par rapport aux différentes dimensions de la durabilité, la méthode met au jour les synergies entre différentes dimensions, ou au contraire leurs contradictions, révélant des arbitrages ou priorisations nécessaires entre les différentes activités. La dimension participative d'Urbal est aussi gage de la pertinence sociale de l'évaluation, ce qui lui donne une dimension politique. D'un côté, parce qu'elle permet de fonder collectivement des choix en matière de production de connaissance sur les impacts. De l'autre, parce que la connaissance produite est partagée au sein d'un collectif réuni par la mise en pratique d'Urbal, et au sein d'une communauté de pratiques plus large, *via* le partage en accès libre des résultats (sous licence Creative Commons). En favorisant le partage d'expérience entre innovations et la construction d'une connaissance commune, Urbal est utile au changement d'échelle des innovations (chapitre 19). Elle sert aussi ce dernier en informant la prise de décision relative au soutien politique (autorités locales) ou financier (bailleurs, investisseurs) des innovations (Valette *et al.*, 2020).

→ * L'expérimentation de cette méthode est cofinancée par trois fondations : Agropolis Fondation, la Fondation Daniel et Nina Carasso et la Fondazione Cariplo.

L'enjeu d'une recherche finalisée est aussi d'articuler savoirs scientifiques et professionnels. De plus en plus de projets de recherche sont conduits en partenariat avec des acteurs du système alimentaire : politiques, ONG ou entreprises. De tels partenariats ne visent pas seulement à discuter ensemble de la pertinence des questions ou des hypothèses mais permettent, en cours de déroulement du projet, de maintenir ce cap, et de réagir ensemble aux situations inattendues. Ce qui suppose la création de partenariats entre les scientifiques et les acteurs dans la durée et pas seulement limitée au seul projet de recherche. Ceci permet, d'un côté, une analyse scientifique des savoirs professionnels ou citoyens, et, de l'autre, un regard critique des acteurs et citoyens sur le travail scientifique. Organiser cette relation se fait par le biais de *think tanks* comme le Panel international d'experts sur les systèmes alimentaires (IPES-Food) ou l'Institut du développement durable et des relations internationales (Iddri), qui synthétisent des expertises pour renforcer les capacités d'argumentation et de plaider des acteurs engagés à accélérer la transformation des systèmes alimentaires.

Le dialogue science-société concerne également les relations entre chercheurs et citoyens. De nombreuses initiatives existent pour diffuser les résultats scientifiques auprès du public. La diversification des supports de communication a facilité cette diffusion, en même temps qu'elle a ouvert la possibilité d'une multiplication des informations fausses contribuant à brouiller les pistes et à décrédibiliser les savoirs scientifiques. Mais le dialogue entre sciences et citoyens peut aussi se faire par la participation de ces derniers à la production scientifique. L'expression « science citoyenne » englobe cette pratique, et recouvre dans les faits une diversité de méthodes (Silva *et al.*, 2017). La façon dont sont analysées des données d'enquêtes auprès d'une population peut en outre permettre de légitimer les savoirs citoyens. Par exemple, les analyses en déviations positives, qui commencent à être utilisées en nutrition, consistent à identifier, au sein d'une catégorie de population aux caractéristiques semblables, des comportements d'individus « déviants » qui ont su trouver, mieux que d'autres, des solutions par rapport à un problème posé (Marsh *et al.*, 2004). Les solutions ne sont plus le monopole de la recherche, et celles mises en œuvre par des citoyens deviennent des modèles.

Dans une perspective de recherche finalisée, les acteurs scientifiques qui cherchent à contribuer à la transformation des systèmes alimentaires font preuve d'un certain degré d'engagement. Dès lors, quand ils dépassent le cadre de la production de résultats de recherche pour faire de l'expertise ou exposer une opinion, les chercheurs doivent être en mesure de faire preuve d'une réflexivité suffisante pour trouver la bonne distance entre leur activité de recherche et leur prise de position politique. Et, de fait, le choix d'un chercheur pour son objet d'étude ou ses méthodologies ne relève pas seulement d'une volonté de faire progresser la connaissance. Ce choix traduit également des implicites qui renvoient à des valeurs et à des sensibilités sociétales. Les sciences sociales prennent un soin tout particulier à en faire un

examen critique afin de garantir l'objectivité, la neutralité interprétative et les limites de la posture du chercheur (Grignon, 2015). Cette réflexivité permet aux scientifiques de se soustraire autant que possible à l'influence des modes intellectuelles et à l'instrumentalisation.

Et si l'on parle de réflexivité, une science responsable ne peut pas l'être seulement sur l'utilité des connaissances qu'elle produit, mais aussi sur la façon dont elle le fait. La recherche peut ainsi avoir un coût environnemental, quand on pense aux risques sanitaires qu'elle peut faire prendre aux sociétés par l'application sans recul et sans débat de ses innovations. Mais aussi un coût social, quand on pense à la précarité des jeunes travailleurs des laboratoires et aux pratiques dévoyées de mandarinat. Là aussi, de nouvelles pratiques se développent dans les universités, les écoles et les laboratoires pour mettre en accord fond et forme de l'enseignement et de la recherche.

— Conclusion

Qu'il s'agisse de formation ou de recherche, un grand nombre d'acteurs se mobilisent aujourd'hui pour à la fois répondre aux enjeux de l'alimentation durable et tenter de le faire autrement. Diverses approches philosophiques ou épistémologiques fournissent des pistes pour penser ces évolutions nécessaires. Par exemple, les sciences de la durabilité cherchent à articuler les savoirs pour transformer les systèmes et les approches complexes (Morin, 1990), et à étudier les agencements et les combinaisons. Le concept de « rhizome » (Deleuze et Guattari, 1976 ; 1980) propose un modèle de représentation de l'organisation sans subordination entre les éléments. Il est une forme de résistance aux modèles hiérarchiques que les auteurs jugent oppressifs. Toutes ces approches montrent que changer les façons de se représenter le monde est déjà une façon d'initier son changement.

Les auteurs remercient Damien Conaré, Mathilde Coudray et Marie Walser pour leur relecture de ce chapitre et leurs propositions d'amélioration.

Références

- Barret D., Blundo Canto G., Dabat M.-H., Devaux-Spartakis A., Faure G., Hainzelin E. *et al.*, 2017. *Guide méthodologique ImpresS : évaluation ex post des impacts de la recherche agronomique dans les pays du Sud*, Montpellier, Cirad, 96 p.
- Beghin I., 2002. Le modèle causal dans la surveillance nutritionnelle. *Options méditerranéennes*, 41 : 29-37.
- Blanco J., Moreau C., 2021. Comprendre, co-construire, transformer : un tryptique en mal de sciences sociales ? *IRD – Sciences de la durabilité*, 5 : 2.

- Deleuze G., Guattari F., 1976. *Rhizome, introduction*, Paris, Les éditions de Minuit, 74 p.
- Deleuze G., Guattari F., 1980. *Capitalisme et schizophrénie. Tome 2 : Mille plateaux*, Paris, Les éditions de Minuit, 645 p.
- Grignon C., 2015. Une sociologie des normes diététiques est-elle possible ? *La Vie des idées*.
- Jouzel J., Abbadie L., 2020. Rapport du groupe de travail « Enseigner la transition écologique dans le supérieur », Paris, Ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation, 15 p.
- Lebard J., 2021. Dans les écoles d'agronomie, une nouvelle génération d'ingénieurs. *Le Monde.fr*, 28 février 2021.
- Marsh D.R., Schroeder D.G., Dearden K.A., Sternin J., Sternin M., 2004. The power of positive deviance. *BMJ*, 329(7475) : 1177-1179. <https://doi.org/10.1136/bmj.s177>
- Morin E., 1990. *Introduction à la pensée complexe*, Paris, ESF éditeur, 160 p.
- Poulain J.-P., 2017. Socio-anthropologie du « fait alimentaire » ou *Food Studies*. Les deux chemins d'une thématization scientifique. *L'Année sociologique*, 67(1) : 23-46. <https://doi.org/10.3917/anso.171.0023>
- Raworth K., 2012. *A safe and just space for humanity: can we live within the doughnut?*, Oxford, Oxfam, 22 p.
- Renouard C., Beau R., Goupil C., Koenig C. (éd.), 2020. *Manuel de la grande transition. Former pour transformer*, Paris, Les Liens qui libèrent, 448 p.
- Rockström J., Steffen W., Noone K., Persson Å., Chapin F.S., Lambin E. *et al.*, 2009. Planetary boundaries: exploring the safe operating space for humanity. *Ecology and Society*, 14(2). <https://doi.org/10.5751/ES-03180-140232>
- Silva P.D. da, Heaton L., Millerand F., 2017. Une revue de littérature sur la « science citoyenne » : la production de connaissances naturalistes à l'ère numérique. *Natures Sciences Sociétés*, 25(4) : 370-380. <https://doi.org/10.1051/nss/2018004>
- Soula A., Yount-André C., Lepiller O., Bricas N. (éd.), 2020. *Manger en ville : Regards socio-anthropologiques d'Afrique, d'Amérique latine et d'Asie*, Versailles, Quæ, 172 p.
- Valette E., Schreiber K., Conaré D., Bonomelli V., Blay-Palmer A., Bricas N., 2020. An emerging user-led participatory methodology: Mapping impact pathways of urban food system sustainability innovations, *in* Blay-Palmer A., Conaré D., Meter K., Di Battista A. (éd.), *Sustainable Food System Assessment: Lessons from global practice*, Abington, Routledge, 19-41.
- Verdier V., Dangles O., Charvis P., Cury P., 2020. Et si on cherchait autrement ? Plaidoyer pour une science de la durabilité. *The Conversation*.

Affiliations des auteurs

Nicolas Bricas, Olivier Lepiller : Cirad, UMR MoISA, F-34398 Montpellier, France ; MoISA, Univ Montpellier, Ciheam-IAMM, Cirad, INRAE, Institut Agro, IRD, Montpellier, France.
Stéphane Fournier : Innovation, Univ Montpellier, Cirad, INRAE, Institut Agro, Montpellier, France.
Élodie Valette : Cirad, UMR ART-Dev, F-34398 Montpellier, France ; ART-Dev, Univ Montpellier, CNRS, Univ Paul Valéry Montpellier 3, Univ Perpignan Via Domitia, Cirad, Montpellier, France.

DOI : 10.35690/978-2-7592-3353-3/c21

Repenser nos alimentations, c'est repenser nos sociétés. Car partager un repas et même faire ses courses sont des moyens de se relier aux autres. La façon de nous nourrir construit notre santé. Nos modes de production agricole façonnent nos paysages et définissent notre place dans la nature. Gérer des ressources pour produire, pour transformer et pour distribuer les aliments fonde nos économies. Nos registres du comestible, nos cuisines et nos manières de table racontent nos cultures. Enfin, et surtout, manger est un plaisir... C'est en reconnaissant toutes ces dimensions avec une égale importance que cet ouvrage aborde les enjeux contemporains de l'alimentation. La proposition d'une écologie de l'alimentation s'ancre dans le double registre d'une science des relations et d'un engagement politique. Une telle approche permet de revisiter, parfois de façon inattendue, les mots d'ordre de l'alimentation durable. Elle vise aussi à nourrir les démarches citoyennes, publiques et privées engagées dans la transformation des systèmes alimentaires.

Entre essai d'experts et récit illustré d'exemples tirés des quatre coins du monde, cet ouvrage s'adresse aussi bien aux professionnels qu'à un grand public curieux des questions d'alimentation durable.

Nicolas Bricas

Chercheur socio-économiste de l'alimentation au Cirad, MoISA, titulaire de la Chaire Unesco Alimentations du monde et codirecteur du Mastère spécialisé® Innovations et politiques pour une alimentation durable (MS IPAD).

Damien Conaré

Ingénieur agronome, secrétaire général de la Chaire Unesco Alimentations du monde à l'Institut Agro, Montpellier SupAgro.

Marie Walser

Ingénieure agronome, chargée de mission à la Chaire Unesco Alimentations du monde à l'Institut Agro, Montpellier SupAgro.

En couverture : illustration de Nathalie Le Gall, Montpellier, 2021.



l'institut Agro
agriculture • alimentation • environnement



Avec le soutien de



21 €

ISBN : 978-2-7592-3352-6



Réf. : 02796

éditions
Quæ
Éditions Cirad, Ifremer, INRAE
www.quæ.com